



MOTION ADOPTÉE PAR LES ÉLUS DE LA MONTAGNE
LORS DU 25^E CONGRÈS
L'ARGENTIÈRE-LA BESSÉE (HAUTES-ALPES)
23 OCTOBRE 2009

LA LOI DE MODERNISATION AGRICOLE DOIT GARANTIR
LA PÉRENNITÉ DE L'AGRICULTURE EN MONTAGNE

Rappelant que, pour nombre de communes en zone de montagne, la présence d'exploitations agricoles constitue le socle de l'économie locale et qu'il y a urgence croissante à y maintenir un tissu économique et social vivant,

Considérant que l'activité agricole en montagne fournit de nombreux et importants services à la collectivité, qu'elle soit locale ou nationale, sans équivalent au regard du ratio coûts/avantages, tant en matière d'aménagement du territoire que de biodiversité,

Considérant que l'agriculture de montagne, de par la qualité de ses productions et de ses pratiques habituelles, constitue un modèle vertueux correspondant globalement à celui qu'entend promouvoir la future loi de modernisation agricole,

Considérant que les agriculteurs de montagne ne pourront se maintenir qu'à la triple condition que les handicaps naturels objectifs permanents auxquels ils sont confrontés soient pleinement reconnus, que leur activité de production reste rémunératrice, et qu'ils disposent des moyens d'accéder au foncier,

S'inquiétant des perspectives encadrées sur le plan international tant par les négociations de l'Organisation mondiale du commerce que par la réglementation de la PAC pour l'après 2013, qu'imposent un modèle agricole ne rémunérant que les producteurs les plus compétitifs, rendant ces derniers toujours plus dépendants des secteurs de l'aval (transformation et commercialisation), et abandonnant toute considération pour les apports majeurs de l'agriculture à l'aménagement des territoires,

L'Association nationale des élus de la montagne réunie à l'Argentière-La Bessée dans le cadre de son 25^e Congrès demande que la future loi de modernisation agricole :

- Affirme le lien imprescriptible entre agriculture et territoire,
- Garantisse à ce titre l'indispensable diversité des modes de production, selon le type de territoire, en instaurant le principe d'un traitement différencié qui compense par une aide directe au revenu les handicaps naturels permanents,
- Encadre de façon éthique une nouvelle structuration des filières qui permette de développer entre producteurs, transformateurs et distributeurs des relations contractuelles assurant à la fois l'adéquation entre offre et demande pour satisfaire les intérêts des consommateurs et ceux, légitimes, des producteurs dont le travail doit être reconnu à sa juste valeur, ainsi que l'harmonieuse répartition des productions sur les territoires.
- Modernise la politique foncière en lui conférant les moyens financiers suffisants pour réguler la diversification croissante des usages fonciers tout en garantissant l'accès des agriculteurs à la terre dans des conditions équitables, à l'abri de la spéculation foncière.